

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Travailleurs et travailleuses de la métallurgie et de la chimie,

frapper tou-te-s ensemble et en même temps !

Après un an de licenciements, de fermetures de boîtes, de chômage technique donc de baisse de salaire, une journée de convergence des luttes de toutes et tous les travailleurs du secteur de l'automobile arrive enfin ! Appelée par les fédérations CGT de la métallurgie et de la chimie, elle est surtout le résultat à la fois des demandes réitérées par de nombreux syndicats CGT et de la pression exercée par la manifestation à caractère national organisée à Chatellerault cet été par les ouvriers de New Fabris et leur appel à la constitution d'un " collectif contre les patrons voyous et licencieurs ".

Ça bouge dans l'automobile !

Les cadeaux de Sarkozy ont profité aux gros constructeurs, mais pas à leurs nombreux sous-traitants qui licencient à tour de bras. Face à cela, de nombreux salarié-e-s ont choisi de se battre et ont parfois gagné. Ainsi, les salariés de la SBFM ont obtenu la réintégration sans licenciement de leur entreprise dans le groupe Renault, les Conti ont arrachés 50.000 euros de prime de licenciement et les salariés de Toyota-Valencienne ont obtenu le paiement du chômage technique.

Mais au-delà de ces luttes emblématiques, la plupart des salarié-e-s et des militants ouvrières et ouvriers en lutte cette année contre les licenciements se sont retrouvés isolés, là où une impulsion nationale était attendue. En ce sens, il est scandaleux de mépriser les salarié-e-s qui se battent le dos au mur pour des meilleures primes de départ, comme le font certains dirigeants de la direction confédérale CGT, car ils n'ont tout simplement pas le choix en l'absence de mouvement national contre les licenciements. Aujourd'hui, les initiatives de coordination à la base se multiplient, comme la manifestation du 17 septembre à Paris. Ces initiatives constituent

des points d'appui essentiels pour la mise en place d'une coordination nationale des boîtes en lutte.

Il y a tout à attendre d'une convergence des luttes !

Il n'y a rien à attendre de l'État qui s'emploie avant tout à protéger la propriété privée des grands capitalistes. Les plans de sauvetage ne visent qu'à sauver les patrons et actionnaires ! Il n'y a rien à attendre non plus des directions des confédérations syndicales, qui sont acquises depuis des années à un syndicalisme d'accompagnement des régressions sociales et se contentent de mimer la combativité, encouragées par le gouvernement qui leur demande de mieux " canaliser " les salarié-e-s en lutte.

Alors pour changer la donne, l'essentiel sera les luttes que mèneront les travailleurs eux-mêmes, leur capacité à s'organiser et à se coordonner à la base pour entraîner un mouvement plus général et un vrai rapport de force. Les syndicalistes lutte de classe quelque soient leur étiquette ont une responsabilité majeure, en se coordonnant dans l'unité pour construire un tel mouvement.

Travailleurs communistes libertaires et syndicalistes révolutionnaires, nous pen-

sons qu'il faut s'attaquer directement à la domination du capital, c'est-à-dire à la propriété privée des moyens de production, par des grèves, blocages, occupations, réquisitions, en ayant comme boussole l'autogestion communiste de l'outil de production et de la société par celles et ceux qui produisent les richesses : les salarié-e-s !

Nous portons des revendications claires et unifiantes remettant en cause le pouvoir des capitalistes :

- hausse immédiate des salaires, des minimas sociaux et des pensions
- droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements
- réquisition et autogestion des entreprises qui licencient
- blocage des dividendes des actionnaires et leur redistribution



Le mensuel
disponible
en kiosque

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 - Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 - Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
 - Je m'abonne à *Alternative libertaire*
(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- NOM..... PRÉNOM.....
TÉL. E-MAIL
ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

15 septembre 2009

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....